

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 23 NOVEMBRE 2010

DINSDAG 23 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 18 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

La **présidente**: M. Schoofs ne posera pas ses questions aujourd'hui, car il est excusé pour raison de santé.

01 Questions jointes de

- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'accord conclu entre le ministre et les syndicats de la prison de Bruges" (n° 748)

- M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la réaction des directeurs de prison à l'accord conclu avec les syndicats de gardiens afin de mettre fin à la grève à la prison de Bruges" (n° 800)

01.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Bien que le ministre soit parvenu à un accord avec les syndicats en grève à la prison de Bruges, tout le monde n'est pas satisfait. Les directeurs de prison estiment que les syndicats ont trop de pouvoir. Certaines dispositions prévues dans l'accord, comme la diminution de l'utilisation de la salle polyvalente par les détenus, permettent aux syndicats de modifier le régime pénitentiaire à leur manière. Certains universitaires s'interrogent aussi sur les procédés des syndicats.

Que pense le ministre de ces observations? À quels résultats la concertation avec les directeurs de prison wallons et flamands a-t-elle abouti? Quand l'utilisation de la salle polyvalente sera-t-elle réduite? Les critiques formulées par les directeurs peuvent-elles menacer l'accord? Les conclusions de l'enquête sur l'absentéisme auprès du personnel pénitentiaire sont-elles déjà connues?

01.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Le 28 octobre, j'ai conclu avec les organisations syndicales un accord sur le retrait des jours de repos et la sécurité dans la prison. La question centrale dans ces tractations est double: il s'agit de savoir combien d'agents doivent être affectés à telle ou telle tâche et de déterminer la nature des tâches dont ils doivent s'acquitter. Il a été convenu qu'un débat de fond serait consacré prochainement à l'organisation du personnel. Sur la base de ce débat, des accords de long terme devront être conclus. Chaque prison connaît évidemment une situation différente étant donné, notamment, que les infrastructures sont différentes dans chaque établissement pénitentiaire. Des aspects tels que la surpopulation carcérale, l'absentéisme des employés pénitentiaires, la formation et une répartition équilibrée des détenus entre les différentes ailes de la prison seront abordés.

Ce débat se tiendra d'abord à Bruges. La direction générale des Établissements pénitentiaires ainsi que ma cellule stratégique élaborent actuellement un concept en vue de la création d'un cadre général, après quoi le projet sera appliqué prison par prison.

Le protocole 366 comprend la mesure provisoire relative à l'utilisation de la salle polyvalente "Mannen 1" de la prison de Bruges. Jusqu'au 15 février 2011, l'organisation de cette salle polyvalente se fera en alternance en semaine. Le week-end, l'organisation est garantie. L'utilisation en alternance a été à l'origine de la discussion avec les directeurs. Il conviendra de dessiner les contours d'un nouveau règlement général relatif à l'établissement de Bruges avant le 15 février 2011.

Je me suis entretenu le jour même avec les directeurs et ces derniers m'ont fait part de leurs critiques concernant le protocole. Ils craignent le mécontentement des détenus si ces derniers ne sont pas suffisamment autorisés à accéder à la salle polyvalente. Je comprends leur position. Je désire également que la politique en matière pénitentiaire soit humaine et dynamique. Toutefois, nous devons à ce moment maîtriser une crise dont les conséquences auraient pu devenir explosives. J'ai assumé mes responsabilités en faisant une concession – limitée dans le temps – sur le plan organisationnel. Cette mesure ne doit en aucun cas mener à un démantèlement du régime de détention.

Je dois prochainement rencontrer une nouvelle fois les directeurs.

Il appartient maintenant à la direction locale de mettre en œuvre le protocole d'accord, en collaboration avec les organisations syndicales. Elle m'a assuré qu'elle s'acquittera loyalement et intégralement de cette tâche. Plusieurs réunions des groupes de travail ont déjà été organisées à Bruges, à chaque fois dans une atmosphère constructive. Sur la base des avis d'experts locaux, un certain nombre de points ont été modifiés. Les propositions ainsi modifiées seront mises en œuvre au cours de la première moitié du mois de décembre. La lutte contre l'absentéisme fait bien évidemment aussi l'objet de l'étude. J'ai demandé instamment d'associer un consultant externe au débat.

01.03 Sophie De Wit (N-VA): Je comprends le choix fait par le ministre. On ne peut satisfaire tout le monde. Il importe toutefois que la mesure reste temporaire et que l'on ne crée pas de précédent.

Afin d'éviter d'avoir à assurer le suivi d'une énième crise, il convient de trouver une solution globale. Je me réjouis que le ministre s'attelle à cette tâche.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur "le respect du protocole d'accord signé entre l'autorité et les organisations syndicales représentatives de la prison de Tournai" (n° 826)**
- **M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur "la nouvelle grève entamée par les gardiens de la prison de Tournai" (n° 1020)**
- **M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "le mouvement de grève à la prison de Tournai" (n° 1032)**
- **M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur "la reprise de la grève à la prison de Tournai" (n° 1058)**
- **Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "la situation de l'encadrement et de la sécurité à la prison de Tournai" (n° 1080)**

02.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Je voudrais vous interroger sur les mouvements de grève de ces dernières semaines à la prison de Tournai. Selon les syndicats, le protocole d'accord signé le 17 octobre 2010 n'a pas été respecté dans les délais prévus, et le 17 novembre, le personnel de la prison est reparti en grève.

Un cadre de 146 équivalents temps plein était prévu, mais il manquait un demi ou un équivalent temps plein. En outre, les organisations syndicales mettent en garde contre le départ annoncé au 31 décembre de quelques agents. Aujourd'hui, le cadre est complété, la grève est suspendue mais des menaces demeurent.

Quelle solution durable peut-on trouver pour maintenir un cadre complet de 146 équivalents temps plein à la prison de Tournai?

02.02 Christian Brotcorne (cdH): La nouvelle grève à la prison de Tournai dénonçait le non-respect du protocole d'accord intervenu avec vous voici quelques semaines. Pourriez-vous nous expliquer une telle susceptibilité dans le chef des organisations syndicales par rapport à l'esprit ou à la lettre du protocole d'accord? Dans le protocole, avez-vous bien pris en compte la situation d'agents contractuels dont le contrat ne serait pas renouvelé en fin d'année ou d'agents qui, nommés à la prison et donc repris dans le cadre, auraient demandé leur mutation avant la fin de l'année? On parle ici de trois agents. Tout a-t-il été prévu dans le protocole pour que l'intégralité du cadre soit respectée d'ici la fin de l'année?

Comment assurer structurellement le respect des cadres du personnel, compte tenu également de la surpopulation dans nos prisons?

02.03 Franco Seminara (PS): "On ne révolutionne pas en révolutionnant, on révolutionne en solutionnant", comme le disait Le Corbusier. Quelles sont donc les raisons des difficultés à apporter des réponses concrètes aux demandes de la prison de Tournai et au manque de personnel dans les prisons?

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Suite au protocole d'accord conclu le 5 octobre 2010, l'autorité s'est engagée à remplir le cadre de la prison de Tournai à 100 %, soit 146 équivalents temps plein, sans mention d'un appui de six agents supplémentaires. Trois agents sont entrés en service le 16 novembre, portant les effectifs actuels à 145 unités.

Le problème s'est posé du seul fait de ce contractuel ne pouvant entrer en service avant le 22 novembre, pour des raisons liées à son emploi actuel. J'estime excessif de faire grève pour une seule personne manquante, tout en sachant son arrivée imminente. Tous les efforts ont été déployés pour remplir les engagements de l'autorité.

Divers mouvements de personnel sont encore prévus. Au 1^{er} mai 2011, Tournai pourrait compter 151 agents.

Les agents contractuels ont un contrat valable jusqu'au 31 décembre 2010. Suivra une évaluation qui décidera d'une prolongation ou d'un remplacement. Il faut accepter un minimum de flexibilité et un peu de bon sens.

02.05 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Entre la signature du protocole et le 16 novembre, la communication a été défaillante. J'espère que nous pourrions vivre une période dépourvue d'agitation sociale.

02.06 Christian Brotcorne (cdH): La réponse que vous nous avez donnée aujourd'hui devrait permettre de rassurer tout le monde. Les problèmes soulevés lors de la première grève ont été pris en compte par votre administration.

02.07 Franco Seminara (PS): Je vous remercie pour ces précisions.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la consultation du registre national par le parquet dans le cadre des avis sur les naturalisations" (n° 1019)

03.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Quand on introduit une demande de naturalisation à la Chambre des représentants, cette demande est notamment transmise pour avis au parquet du tribunal de première instance de la résidence principale du demandeur. Toutefois, les parquets n'ont qu'un accès limité au Registre national dans lequel toutes les données disponibles ne sont d'ailleurs pas conservées. C'est la raison pour laquelle les parquets ne peuvent émettre qu'un avis parcellaire. Le ministre est-il informé de ce problème? Les parquets lui ont-ils déjà demandé de pouvoir disposer d'un accès plus large au Registre national? Quels sont ses intentions en cette matière?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le droit de regard des parquets dans les données du Registre national a été réglé par arrêté royal. Cet arrêté royal permet aussi de consulter l'historique des adresses mais avec l'application informatique actuelle, il n'est pas possible de remonter plus de trois ans en arrière. Cette application étant obsolète, nous avons déjà donné l'ordre il y a un certain temps de réaliser un projet beaucoup plus vaste dont la finalité sera de réglementer efficacement cet accès.

Plusieurs modifications législatives seront nécessaires à cet effet. Il conviendra évidemment d'y procéder dans le respect de la vie privée. Mais, le gouvernement étant en affaires courantes, les débats ont été

provisoirement suspendus.

Il est toutefois possible de développer dès à présent déjà plusieurs aspects techniques en matière d'accès et la section ICT s'y attèle. Dans l'intervalle, le parquet peut également s'adresser aux communes, par exemple, pour obtenir des informations complémentaires. Nous devons essayer d'utiliser de manière structurée l'instrument que constitue le Registre national et l'ordre judiciaire devrait pouvoir le consulter sans problème dans quelques mois.

03.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Il n'y a donc juridiquement aucun problème à demander l'historique des adresses. J'insiste pour que ces développements technologiques soient finalisés dans les meilleurs délais, afin de garantir la qualité des avis. La demande écrite d'informations auprès des administrations communales dans les délais est mission impossible. Les parquets doivent à présent rendre un avis sans disposer de toutes les données requises, à moins qu'ils n'adressent un courrier aux 27 arrondissements, ainsi qu'aux administrations communales et aux services de police locaux, ce qui est quasiment irréalisable dans les délais imposés. J'insiste donc pour que la priorité soit accordée à la solution de ce problème.

L'incident est clos.

04 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le reversement au Trésor du montant de 115 millions d'euros de saisies" (n° 1113)

04.01 Renaat Landuyt (sp.a): En réponse à une question posée précédemment, le ministre a déclaré que, depuis son entrée en fonction, le fonctionnement de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) est inscrit à l'ordre du jour de chaque réunion du Collège des procureurs généraux. C'est d'ailleurs le Collège qui aurait informé le ministre d'un certain versement effectué auprès du Trésor et non de la Caisse des Dépôts. Dans sa réponse, le ministre avait dit que le versement en question n'était pas réglementaire.

Entre-temps, le Conseil des ministres a décidé de verser tout de même les 115 millions d'euros à la Caisse des Dépôts. Dans le projet de budget pour 2009, toutefois, cette somme serait bien mentionnée comme une recette du Trésor – et, dès lors, de l'État.

Quand le Collège des procureurs généraux a-t-il eu connaissance du versement illégal auprès du Trésor? Une enquête pénale a-t-elle été ouverte entre-temps?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Comme je vous ai répondu la dernière fois, j'ai demandé instamment que cette somme soit reversée à la Caisse des Dépôts en vue de nous mettre en conformité avec la législation. Cette demande était par ailleurs motivée par la fin du contrat avec la banque ING.

Le Collège des procureurs généraux m'a fait savoir le 18 mars 2010 que l'argent avait été transféré au Trésor, après qu'il avait été lui-même informé par la Caisse des Dépôts et Consignations que l'argent ne se trouvait plus sur leurs comptes. À la suite de cette information, j'ai adressé un courrier au ministre Reynders lui demandant de clarifier, voire de régulariser la situation, le cas échéant.

Actuellement, aucune procédure pénale n'est en cours parce que selon le parquet, il n'y a pas suffisamment d'éléments qualifiant une infraction pénale.

04.03 Renaat Landuyt (sp.a): On ne sait toujours pas précisément ce qui a été décidé lors de la confection du budget 2009. Apparemment, cette opération est mentionnée littéralement dans l'exposé général du budget.

Pourquoi a-t-il fallu autant de temps avant qu'un remboursement soit effectivement effectué? Plusieurs mois se sont écoulés entre la lettre envoyée à M. Reynders en mars et la décision de remboursement prise par le Conseil des ministres en novembre.

04.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les ministres des Finances et du Budget confirment qu'en fin de compte, ce montant n'a jamais été inscrit au budget.

Le montant n'a donc pas été enregistré aux recettes.

04.05 Renaat Landuyt (sp.a): Qu'entendez-vous par des recettes non enregistrées?

04.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je vous invite à vous adresser au ministre du Budget pour de plus amples informations.

04.07 Renaat Landuyt (sp.a): Il est clair que les membres du gouvernement ne sont pas sur la même longueur d'onde en la matière.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "l'extradition de Tchétchènes vers la Russie" (n° 620)

05.01 Daphné Dumery (N-VA): De nombreux rebelles ont fui en Europe après la seconde guerre de Tchétchénie en raison de l'importance toute relative accordée par la Fédération de Russie aux droits de l'homme dans le cadre de ce conflit. La Russie, qui cherche cependant toujours à venger ses soldats tombés durant les combats, n'hésiterait pas à inventer des faits pour obtenir l'extradition de certains Tchétchènes.

Comme Amnesty International l'a encore souligné il y a quelques mois, le risque est réel de voir des Tchétchènes subir des sévices lors de leur extradition vers la Russie. Des organisations de défense des droits de l'homme font état, dans l'intervalle, de disparitions inquiétantes de Tchétchènes détenus en Russie. La Cour européenne a déjà rappelé la Russie à l'ordre à plusieurs reprises à ce sujet. Tout État procédant à l'extradition d'une personne vers un pays dont il sait qu'il viole les droits de l'homme peut être condamné sur pied de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Quelle politique la Belgique mène-t-elle à l'égard des demandes d'extradition émanant de la Russie et portant sur des ressortissants tchétchènes non condamnés? Combien de demandes de ce type recense-t-on? Combien ont déjà reçu une réponse positive du gouvernement? Risque-t-on ainsi, selon le ministre, de violer l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Nous connaissons le problème, qui a encore été examiné la semaine passée par l'Union européenne et le ministre de la Justice russe. Lors de cette réunion, il a été question de la collaboration entre l'Europe et la Russie, de même que de la prise en considération respectueuse des questions des instances judiciaires respectives. À cet égard, nous ne perdons certainement pas de vue l'article 3 de la CEDH, convention signée par la Russie le 28 février 1996 et ratifiée en 1998. Une réunion du Conseil de l'Europe, dont la Russie est un membre extrêmement actif, se tiendra d'ailleurs cette semaine.

Notre politique d'extradition à l'égard de la Russie ne diffère pas fondamentalement de celle menée à l'égard des autres parties à la CEDH et à la Convention européenne d'extradition du Conseil de l'Europe du 13 décembre 1957. La Belgique n'a ratifié cette dernière convention qu'en 1997, dans la foulée de l'abolition de la peine de mort par la loi du 10 juillet 1996. Cette politique vise avant tout à prévenir les violations des droits de l'homme. Ainsi, l'article 2*bis* de la loi sur les extraditions dispose expressément que toute extradition est subordonnée au respect de l'article 3 de la CEDH.

Les autorités judiciaires sont les premières à apprécier chaque demande concrète d'extradition, qu'elles confrontent aux obligations conventionnelles et elles formulent ensuite un avis, suivi d'une appréciation par le gouvernement.

Nous avons déjà reçu cinq demandes d'extradition russes pour des personnes d'origine tchétchène. Trois sont encore à l'examen, une demande a été refusée en raison du statut d'asile de l'intéressé et la cinquième demande a conduit à une extradition. Aucun élément n'indiquait en effet l'existence d'un risque sérieux de violation de l'article 3 de la CEDH.

Ces appréciations sont donc fondées sur la loi sur les extraditions et la CEDH. Il est important d'apprécier chaque demande distinctement: les infractions et l'historique de la procédure diffèrent chaque fois et parfois même ne permettent pas de comparaison, de sorte que toute généralisation est à proscrire.

05.03 Daphné Dumery (N-VA): Peut-être les services du ministre pourraient-ils s'informer sur les circonstances précises qui ont entouré le renvoi de l'intéressé?

L'incident est clos.

06 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les retards de paiement des experts" (n° 636)

06.01 Siegfried Bracke (N-VA): Nous entendons régulièrement que les experts judiciaires sont payés tardivement. Ainsi, il serait à présent impossible de payer les experts auprès du tribunal du travail d'Anvers. Ce problème se pose-t-il à l'échelle du pays ou bien uniquement à Anvers ou dans les tribunaux du travail? Ce budget affiche-t-il encore un solde positif? Comment cet argent est-il réparti? Qu'en est-il du retard de paiement des experts? Faudra-t-il s'acquitter d'intérêts de retards? Y a-t-il un impact au niveau du nombre d'experts qui sont prêts à fournir des prestations à la Justice?

N'oubliez pas que les autorités européennes obligent les États membres à payer leurs experts dans un délai de 30 jours.

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le 20 octobre 2010, dans ma réponse à une question similaire de Mme Lahaye-Battheu, j'ai déjà fourni pléthore de chiffres précis. Un problème se pose effectivement au sein de la Justice concernant le paiement des frais de justice aux experts ainsi que la désignation et la sélection des experts. Il incombera au prochain gouvernement de résoudre ce problème.

Ce problème de paiement ne concerne pas qu'Anvers, loin de là. Il ne concerne pas non plus les seuls tribunaux du travail. Il s'agit principalement d'un problème d'ordre budgétaire qui a son origine dans les déficits cumulés des années précédentes. Le service Frais de justice est confronté à un déficit budgétaire historique persistant qui s'élevait déjà à 25 millions d'euros fin 2009. Au début de 2010, les arriérés de factures de 2009 ont été payés en tout premier lieu. Toutes les factures sont toujours payées mais il arrive qu'elles le soient en retard.

Des mesures ont été prises pour assainir partiellement cet arriéré historique à brève échéance et une série d'initiatives ont été prises pour pouvoir également apporter à long terme une solution structurelle à ce problème.

À court terme, il faudra résoudre le problème du déséquilibre des crédits engagés. Pour 2010, un montant de près de 89 millions d'euros a été budgété aux fins du paiement des frais de justice. Notre créance totale relative à l'année 2010 se monte à un peu plus de 118 millions d'euros.

Nous demanderons au Parlement d'adopter un ajustement budgétaire consistant à effectuer un transfert de crédits pour un montant de près de 9,5 millions d'euros au total dans les crédits octroyés de la Justice. En outre, nous procéderons à un transfert des crédits de fonctionnement qui n'auront pas été utilisés en 2010, ce après avoir obtenu l'accord de l'Inspection des Finances et du secrétaire d'État au Budget.

Il existe par ailleurs des directives qui prescrivent une juste proportionnalité entre le délit à investiguer et les moyens nécessaires à cette investigation. Il convient d'utiliser ces moyens efficacement. C'est la raison pour laquelle, le 30 juin 2009, il a été demandé à la Commission de modernisation de l'Ordre judiciaire (CMOJ) de concevoir un plan de conscientisation à l'intention des magistrats et de leurs collaborateurs. Depuis, la CMOJ sensibilise les autorités judiciaires, lesquelles sont encore responsabilisées davantage du fait qu'un portefeuille est mis à leur disposition. Nous devons poursuivre la discussion sur ces questions au moment où nous nous pencherons sur la réforme du paysage judiciaire.

Un projet de loi ayant trait au problème des frais de justice est prêt mais il n'a pas encore été examiné en raison du fait que nous nous trouvons actuellement sous un régime d'affaires courantes.

En outre, certaines initiatives ont été prises afin d'adapter les tarifs des écoutes téléphoniques et des analyses ADN. Les opérateurs télécom recevront un forfait pour chaque enquête. Nous avons demandé à l'IBPT d'élaborer un autre système de paiement. Un groupe de travail ad hoc a été constitué à cette fin.

Un système informatique amélioré devrait nous permettre d'assurer un meilleur suivi des factures introduites par les experts. Aujourd'hui, chaque tribunal reçoit ses factures, et il est amené à les traiter et à les transmettre. Nous plançons sur une suite logicielle qui serait valable pour tous les frais de justice dans l'ensemble du pays, suite logicielle qui permettra de tout traiter directement. Il sera demandé à la CMOJ de formuler des propositions d'amélioration.

Par ailleurs, nous préparons des initiatives législatives concernant le statut des traducteurs-interprètes, statut tenant compte de la croissance des frais de traduction et d'interprétation. La chute du gouvernement nous a contraints de geler certaines de ces initiatives.

Les plus prochains paiements de frais de justice seront liquidés au cours de la seconde moitié de novembre. Il est impossible de dire de combien de dossiers il s'agit car les greffes ne nous ont pas encore fait parvenir un certain nombre de dossiers. Aucun intérêt de retard ne devra être payé.

Nous nous efforçons de limiter au maximum les désagréments qui en découlent pour le fonctionnement de la Justice. Nous établissons une distinction entre les arriérés de factures des experts et ceux des opérateurs télécom.

06.03 Siegfried Bracke (N-VA): Les problèmes persistent depuis des années et sont le résultat d'une insuffisance du management. La majeure partie du budget semble aller aux opérateurs de télécommunications. Chez certains de nos voisins, des accords permettent que ces opérateurs travaillent gratuitement pour la Justice. Pourquoi cela n'est-il pas possible dans notre pays?

06.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il est vrai qu'il se pose un problème de management. En avril, un accord avait été conclu en vue de la réforme de la Justice, mais il n'a pas été mis en œuvre en raison de la chute du gouvernement.

Il est exact que les opérateurs de télécommunications fournissent des prestations gratuites dans certains pays, mais ces opérateurs bénéficient alors de licences fort avantageuses. Il y a donc une autre forme de rémunération. Il faudrait une harmonisation au niveau européen.

06.05 Siegfried Bracke (N-VA): On a parfois l'impression que l'attente de la mise en œuvre d'un plan de réforme est saisie comme un prétexte pour laisser les choses en l'état.

06.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): C'est pourtant la dure réalité. Si je pouvais tout simplement continuer à travailler, je le ferais volontiers. Or en cette période d'affaires courantes, il m'est non seulement impossible de prendre des initiatives législatives, mais aussi d'agir dans de nombreux autres domaines. Je ne suis pas non plus en mesure de nommer des fonctionnaires. La mise en œuvre du fichier central des avis de saisie requiert la signature de deux arrêtés royaux, ce qui est également exclu. Dans cette situation, il est évidemment très difficile de concrétiser les projets de réforme du département de la Justice qui ont été adoptés au niveau politique. Une telle situation s'avère particulièrement frustrante. La poursuite des projets en cours n'est envisageable que si elle ne requiert aucune nouvelle décision.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "les frais de justice en matière répressive" (n° 769)

07.01 Sonja Becq (CD&V): Les experts et les interprètes judiciaires jouent un rôle important pour le fonctionnement des tribunaux. La question des frais judiciaires reste pressante en ce qui les concerne. Un arrêt du Conseil d'État annule le règlement général relatif à ces frais et, dès lors, la Justice devrait de nouveau se baser sur l'ancien arrêté royal énonçant le règlement et les tarifs anciens. Ces tarifs peuvent-ils être ajustés? Prévoit-on de promulguer un arrêté royal? Le fait que le gouvernement actuel soit en charge des affaires courantes empêche-t-il de régler le problème?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La dernière version de la loi sur les frais judiciaires date de décembre 2006. Elle laisse une grande marge de manœuvre au Roi, ce que le Conseil d'État a désapprouvé. La loi disposait toutefois que tout arrêté d'exécution devait être confirmé par une loi.

Deux arrêtés royaux ont été promulgués, en avril 2007, en exécution de cette loi. Une requête en annulation a été déposée auprès du Conseil d'État contre ces deux arrêtés d'exécution. Le 17 décembre 2008, le Conseil d'État a annulé l'arrêté royal relatif au règlement général considérant que c'est à tort qu'un avis avait été demandé en urgence. Le Conseil d'État a aussi demandé à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur une éventuelle violation de la Constitution par la loi-programme en question, parce que l'article 5 de la loi attribue les litiges concernant la fixation de l'indemnité à une juridiction administrative, à savoir la commission des frais de justice. Dans son arrêt du 26 novembre 2009, la Cour constitutionnelle a dit n'avoir aucune objection contre cette manière de procéder.

À la suite de l'annulation de l'arrêté royal portant règlement général des frais de justice en matière répressive, l'on en revient à l'ancien arrêté royal de 1950. Or la légalité d'une telle démarche pose question. La loi-programme du 27 décembre 2006 habilite le Roi à fixer la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et prévoit que l'arrêté d'exécution doit être confirmé par une loi dans les 24 mois suivant sa publication au *Moniteur belge*, une condition à laquelle l'arrêté royal de 1950 ne satisfait bien évidemment pas.

Dans une circulaire ministérielle du 22 janvier 2009, il est demandé aux magistrats d'appliquer le barème des honoraires publié en annexe de la circulaire. Un nouvel arrêté d'exécution avait été élaboré à l'époque mais il a toutefois fait l'objet d'un avis négatif du Conseil d'État en juin 2009. Strictement parlant, on pourrait ignorer cet avis et faire confirmer l'arrêté royal par une loi mais ce faisant on perdrait la souplesse propre à un arrêté d'exécution. Le cadre légal actuel met par ailleurs un frein aux nouveaux développements, notamment au niveau européen. Il convient en outre d'imposer des exigences qualitatives aux prestataires.

C'est pourquoi nous souhaitons d'abord élaborer pour les frais de justice une nouvelle loi de principes pouvant servir de base pour également résoudre le problème de ces frais proprement dits. Un arrêté d'exécution approprié pourra ensuite être pris. Un avant-projet de loi de principes est prêt. J'avais l'intention de recueillir à ce sujet les avis de plusieurs parties concernées mais je ne suis actuellement pas en mesure de prendre cette nouvelle initiative en raison de la chute du gouvernement.

Le problème des frais de justice est effectivement complexe. Avant d'adapter certains tarifs, il convient également de disposer des fonds nécessaires à cet effet. Les tarifs de plusieurs services devront être réajustés. Il conviendra par ailleurs de réfléchir à propos des normes et des moyens de contrôle pour les prestataires de service. Il faudra procéder à une radioscopie du cadre réglementaire qui génère des frais de justice et épurer ceux-ci. Il faudra également sensibiliser. Il s'agit donc en l'occurrence d'un problème fondamental à résoudre par le prochain gouvernement qui pourra se baser pour cela sur le projet de loi existant.

07.03 Sonja Becq (CD&V): Je pense comme le ministre qu'il faut mener une discussion de fond, eu égard notamment les liens avec le niveau européen. Il reste donc beaucoup à faire et je ne puis dès lors qu'espérer qu'un gouvernement investi de la plénitude des compétences pourra prochainement finaliser ce dossier.

La **présidente**: De nombreux dossiers étaient manifestement sur le point d'être finalisés au moment où le gouvernement est tombé.

07.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne cherche pas d'excuses. Tous ces textes étaient disponibles dès le premier jour sur notre site internet. Tout le monde peut vérifier où en est chacun de ces dossiers.

La **présidente**: Le gouvernement a bénéficié pendant trois ans de la plénitude des compétences.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "la collecte d'informations par la Sûreté de l'État sur des formes de radicalisme" (n° 842)

- M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le colloque des 3 et 6 décembre 2010 en vue d'obtenir la collaboration des pouvoirs locaux et des services de la Sûreté de l'État" (n° 1049)

La **présidente**: La question de M. Schoofs est intégrée à celle de M. Logghe.

08.01 Peter Logghe (VB): Les autorités communales ont reçu une invitation à un colloque sur la Sûreté de l'État. L'objectif n'est pas de recruter de nouveaux informateurs mais la Sûreté de l'État cherche à collecter localement des informations sur le radicalisme. Est-ce exact? La police locale et les hommes et femmes politiques doivent-ils désormais surveiller des formes de radicalisme et faire rapport à ce sujet; n'est-ce pas contraire au principe de la liberté d'expression et de réunion? Qu'entend-on exactement par "formes de radicalisme"? Faut-il y inclure le fait d'arborer le drapeau flamand? Qu'en est-il du droit au respect de la vie privée et dans quelle mesure les autorités locales sont-elles compétentes pour apprécier des "formes de radicalisme"? Les fonctionnaires locaux recevront-ils une formation spécifique? Quel genre d'informations la Sûreté de l'État cherche-t-elle exactement à recueillir et par quels canaux cette information doit-elle être fournie?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les éditions Politeia ont contacté la Sûreté de l'État en vue d'organiser un colloque à son sujet à l'intention des autorités locales. La Sûreté de l'État a accepté de programmer cette session d'information fin 2010 ou début 2011 et fournira les orateurs pour deux journées d'études. Politeia se chargera de l'organisation pratique. L'ordre du jour a été établi d'un commun accord et en concertation avec les villes et communes. Les publications paraîtront dans les magazines des trois associations régionales de villes et communes.

L'objectif consiste à présenter la Sûreté de l'État en cinq sessions aux autorités locales, dont les bourgmestres, les secrétaires, les chefs de service de divers services communaux, les présidents et secrétaires de CPAS, les fonctionnaires de sécurité, les régies portuaires autonomes, les chefs de corps de la police locale, etc. Les différentes missions de renseignements, notamment en matière d'extrémisme et de terrorisme, seront précisées, de même que le fonctionnement de la Sûreté de l'État sur le plan local, ainsi que les missions et les points de convergence avec les administrations locales. La participation est bien entendu facultative, mais certainement utile. Je soutiens l'initiative.

Les administrations locales ne recevront pas la demande de recueillir des informations ou de tenir des données pour la Sûreté de l'État. Les agents locaux n'ont donc pas à craindre une surcharge de travail. En revanche, des précisions seront données sur les implications de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1998, telle que modifiée par la loi du 4 février 2010, concernant la communication d'informations par les agents des services publics à la requête d'un service de renseignement et de sécurité, ainsi que sur les motifs de refus de cette communication. Par ailleurs, l'article 14 règle l'accès aux banques de données du secteur public pour les services de renseignement et de sécurité. La question de savoir si les hommes politiques ou les chefs de service sont compétents pour juger des manifestations de radicalisme ne se pose donc pas.

La Sûreté de l'État a invité le Comité permanent R et la commission de suivi du Sénat au colloque.

08.03 Peter Logghe (VB): Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux citoyens ont été arrêtés sur la base d'informations fournies par des indicateurs locaux. Certains ont été injustement condamnés ou ont trouvé la mort. Il convient d'être très prudent en la matière. Il est rassurant de constater qu'il ne s'agit en l'occurrence que de la communication d'informations relatives à la Sûreté de l'État. Je me réjouis par ailleurs d'entendre qu'un nombre de commissions neutres et indépendantes ont également été invitées.

L'incident est clos.

09 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur "la loi relative à la continuité des

entreprises" (n° 845)

09.01 Karel Uyttersprot (N-VA): La loi relative à la continuité des entreprises, entrée en vigueur il y a près de deux ans, permet aux entreprises de demander plus aisément un moratoire ainsi qu'un rééchelonnement des dettes auprès de leurs créanciers. Le recours abusif à cette loi entraîne cependant une concurrence déloyale.

Combien d'entreprises ont déjà eu recours à cette loi? Sur les 28 dernières entreprises à avoir introduit une demande, 21 auraient fait faillite. Le pourcentage de réussite atteindrait dès lors 20 %, soit un score assez faible. Confirmez-vous ces données? Combien d'emplois ont été sauvés grâce à cette loi? Est-il déjà arrivé qu'une demande émanant d'une entreprise de taille moyenne entraîne la faillite de petites sociétés?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La loi étant entrée en vigueur le 1^{er} avril 2009, une première analyse est en effet possible. Il ne faut cependant pas attendre des miracles de cette loi; il est impossible de proposer une solution parfaite à des entreprises en difficulté.

Une étude approfondie réalisée par Graydon fin mars nous apprend qu'environ 900 entreprises ont eu recours à la loi durant la première année, soit dix fois plus que sous la loi précédente relative au concordat judiciaire. En soi, cette évolution peut dès lors être considérée comme positive. Ce résultat élevé s'explique en partie par les nouvelles possibilités offertes aux entreprises ainsi que par la crise.

Sur les 372 entreprises dont la période sursitaire avait pris fin, 140 ont fait faillite. Cent treize sociétés "sauvées" ont vu la procédure prendre fin sans autre suite et peuvent être considérées comme préservées. Le plan de réorganisation de 41 autres entreprises a été homologué par le tribunal. L'autorisation de vente a été décernée à 12 sociétés. En ce qui concerne les autres entreprises, la procédure était encore en cours lors de l'achèvement de l'étude.

Parmi les entreprises qui ont eu recours à la loi, 16 % n'avaient pas de personnel, 37 % employaient de 1 à 4 travailleurs, 18 % de 5 à 9 travailleurs, 13 % de 10 à 19 travailleurs, 10 % de 20 à 49 travailleurs et 4 % de 50 à 90 travailleurs. Seulement 2 % des entreprises comptaient de 100 à 199 travailleurs.

Le but des demandes figure dans les jugements mais pas la cause. J'ignore dès lors dans quelle mesure les entreprises ont recours à la LCE à la demande de leurs clients mais je suppose que ce nombre reste limité.

Cette loi, qui modifiait la loi relative au concordat judiciaire, fait encore l'objet d'études complémentaires. Nous savons déjà que des entreprises y ont davantage recours mais il est encore trop tôt pour réaliser une analyse qualitative solide. Il faut organiser un débat avec les acteurs de terrain afin de déterminer quelles corrections doivent encore être apportées.

09.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Il est toutefois indiqué d'inventorier l'ensemble des aberrations et des abus dans la perspective d'une adaptation.

L'incident est clos.

10 Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "la situation à la prison de Verviers" (n° 846)

10.01 André Frédéric (PS): La prison de Verviers a une nouvelle fois été le théâtre d'actes de violence, qui ont fait quatre blessés parmi les gardiens. Ces derniers réclament depuis longtemps de meilleures conditions de travail et du personnel supplémentaire. La direction a promis l'engagement de sept agents d'ici la fin de l'année et la réduction du nombre de détenus de plus de 300 à 260, capacité prévue pour l'établissement.

Vous avez évoqué une réserve d'urgence pouvant être temporairement affectée aux prisons en difficulté. Or ce sont des solutions durables qui sont réclamées.

Garantissez-vous les promesses faites par la direction de la prison de Verviers? Quelles mesures prendrez-vous pour qu'une telle situation ne se reproduise pas à l'avenir?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): L'administration pénitentiaire met tout en œuvre pour respecter les engagements pris. La personne à l'origine de l'agression à Verviers a été transférée vers la prison de Jamioulx.

La maison d'arrêt compte 274 détenus. Au 8 novembre, elle fonctionnait avec 161,5 agents équivalents temps plein sur les 168 prévus; il y en aura 160,7 le 1^{er} janvier 2011 mais un programme existe pour compléter le cadre du personnel dans le délai prévu.

L'incident est clos.

11 Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "l'envoi tardif de jugements au service des amendes pénales" (n° 853)

11.01 Koenraad Degroote (N-VA): Le service des Domaines et des Amendes pénales de Termonde m'a fait savoir qu'il s'attèle actuellement au traitement de jugements de février 2010. Un délai aussi long ne témoigne-t-il pas d'une mauvaise administration? Ainsi, le recouvrement par l'État accuse un certain retard. S'agit-il d'une situation généralisée?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Dans un délai aussi bref, je n'ai pas été en mesure d'interroger l'ensemble des greffes au sujet d'éventuels retards. Je suis disposé à le faire, mais j'ai besoin pour cela de plus de temps.

Au sein du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale, M. Devlies a pris l'initiative d'inscrire les fondements nécessaires pour une lutte plus efficace contre la fraude dans un texte prospectif que nous présenterons au prochain gouvernement. Un de ces fondements est la meilleure perception des amendes administratives et pénales ainsi que la mise en œuvre effective des confiscations et des sanctions judiciaires et administratives. À cet effet, une bonne communication entre les autorités judiciaires et l'administration de la perception non fiscale est indispensable.

11.03 Koenraad Degroote (N-VA): Le ministre devra indiquer aux greffes que de tels retards ne sont pas souhaitables.

11.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je demanderai au procureur général de le faire.

L'incident est clos.

12 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur "la législation sur les faillites" (n° 878)

12.01 Karel Uyttersprot (N-VA): L'application de la législation en matière de faillites donne lieu à certaines situations aberrantes dont sont souvent victimes de jeunes familles. Lorsqu'un couple dispose d'une liste de mariage ou de naissance, leurs amis et proches paient souvent à l'avance; lorsque le commerce fait entre-temps faillite, les donateurs perdent leur argent et le couple ne reçoit pas les cadeaux payés. Pourquoi les personnes lésées ne peuvent-elles pas faire valoir leurs droits au moment de la liquidation en présentant leur preuve de paiement? Les donateurs qui perdent leur argent sont-ils repris sur la liste des créanciers? Combien de ces personnes récupèrent-elles un jour une partie de la somme payée?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En cas de faillite, la société perd la gestion de tous ses biens dès le jour du jugement de déclaration de faillite. Tous les biens de la société faillie constituent ensemble la "masse" de la faillite, dans laquelle il sera puisé pour liquider les dettes. Le produit de la masse sera réparti équitablement entre les créanciers sauf s'il y a des causes légitimes de préférence. Certains biens, comme les biens indispensables à la survie, ne peuvent pas être saisis. Le contenu des listes de naissance ou de mariage ne tombe pas sous cette exception et pourra donc aussi être saisi par le curateur. Étant donné que la masse sert au remboursement des créanciers, les bons de valeur ou les titres de paiement ne peuvent pas être pris en compte lors de la liquidation par le curateur. Par contre, ils peuvent être

utilisés comme preuve de créance.

Les donateurs sont créanciers de la masse s'ils ont payé les marchandises mais ne les ont pas encore emportées. Dans ce cas, le curateur doit préalablement vendre la masse.

Il existe diverses mesures de publicité. Le jugement déclaratif de faillite est publié par le greffier dans les cinq jours.

Pour les commerçants qui proposent des listes de mariage et de naissance, les règles classiques du droit des faillites sont d'application. Des clients qui payent à l'avance risquent de ne plus pouvoir réclamer les montants. Afin de s'assurer contre ce risque, les personnes qui ont ouvert leur liste dans un magasin font bien d'enlever régulièrement leurs marchandises au lieu d'attendre.

12.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Il s'agit d'une réponse purement juridique qui n'apporte aucune solution structurelle aux personnes concernées.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "la charge de travail qui devient insupportable en raison d'un déluge de recours introduits par des demandeurs d'asile en vue d'obtenir une astreinte" (n° 717)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): La possibilité pour les demandeurs d'asile de réclamer des astreintes à l'État belge génère une énorme charge de travail pour les tribunaux du travail. Un avocat perçoit une indemnité pro deo de 230 euros pour chaque requête qu'il introduit, même s'il s'agit d'une requête standard. Il s'agit là d'une méthode permettant de gagner très facilement de l'argent.

Le ministre peut-il remédier au problème de la surcharge de travail à laquelle les tribunaux du travail sont confrontés à la suite de l'avalanche de requêtes unilatérales et en référé? Comment peut-il garantir que cette surcharge de travail ne portera pas préjudice au traitement des autres affaires? Estime-t-il acceptable qu'une indemnité pro deo de 230 euros soit accordée pour chaque requête? Est-ce proportionnel à l'indemnité versée pour les autres affaires? Le budget des indemnités pro deo de cette année sera-t-il suffisant? Le ministre est-il disposé à réfléchir sur la question d'une réforme du système pro deo? Ne serait-il pas préférable de transformer la présomption irréfragable d'un demandeur d'asile en une présomption réfragable?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il n'appartient pas au ministre de la Justice de déterminer les matières pouvant donner lieu à procédure. Les questions d'asile et de migration ne sont pas de ma compétence. Le gouvernement a pris des mesures visant à créer de nouvelles places d'accueil, ce qui devrait permettre – du moins nous l'espérons – d'éviter ce type de procédures.

Le débat sur l'aide juridique de deuxième ligne est crucial car nous constatons aujourd'hui que les possibilités offertes en la matière sont l'objet d'abus, abus consistant en une *surutilisation*. Pour les prestations pro deo, des points sont attribués à l'avocat. Comme nous travaillons avec une enveloppe fermée, l'afflux de procédures a une incidence sur le point. J'ai pu porter le montant du point à un peu plus de 26 euros mais la croissance du nombre de dossiers aura pour effet de lui faire perdre à nouveau de la valeur.

Je suis tout à fait disposé à débattre de nouveau de l'aide juridique de deuxième ligne. Nous y sommes même contraints en raison de l'arrêt Salduz concernant la présence d'un avocat dès la première audition. Cette innovation n'a pas encore été incluse dans notre loi et à cette fin, nous devons aussi fixer une certaine valeur. En outre, nous serons amenés à parler de l'inversion de la charge de la preuve.

Je ne souhaite pas me prononcer sur la question de la prestation intellectuelle d'un avocat par rapport à celle d'un autre. C'est une question trop délicate. En tout cas, les avocats sont eux aussi demandeurs de la préservation de la valeur du point. Nous devons conserver le principe de l'aide juridique de deuxième ligne. Nous pensons que parallèlement, les abus et les problèmes nouveaux devraient pouvoir être mieux traités.

13.03 Sarah Smeyers (N-VA): Quoique la question de l'asile ne soit pas de sa compétence, le ministre pourrait néanmoins aborder au sein du gouvernement le problème posé par l'augmentation de la pression du travail dans les tribunaux. Étant donné que la seule façon, pour un demandeur d'asile, d'obtenir le droit à l'accueil est d'introduire un recours, l'introduction d'un tel recours risque de devenir une composante normale de toute demande d'asile. Je pose donc la question: est-il acceptable qu'une procédure judiciaire fasse automatiquement partie d'une recherche d'accueil?

Je me réjouis que le ministre accepte de prendre part au débat sur le système pro deo. Une refonte complète de ce système s'impose, notamment à la suite de l'arrêt Salduz.

13.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les débats consacrés à l'arrêt Salduz sont déjà en cours au Sénat. La question qui se pose à présent est de savoir si, dans ce cadre, nous ne devrions pas prendre sans tarder à bras-le-corps l'aide juridique de deuxième ligne.

Je suis partisan de l'inversion de la charge de la preuve. Nous devons en tout état de cause opérer cette réforme pour nous conformer à l'arrêt Salduz. Toutefois, je ne pense pas que pour chaque citoyen, nous devions considérer *a priori* qu'il est insolvable lors de sa première audition et qu'il doit donc avoir la possibilité dès ce stade de solliciter les services d'un avocat pro deo. Si nous voulons avoir la maîtrise des frais, nous devons adapter la loi.

13.05 Sarah Smeyers (N-VA): La réponse du ministre me paraît de bon augure.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 25.

De vergadering wordt geopend om 10.18 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

De **voorzitter**: De heer Schoofs stelt vandaag zijn vragen niet. Hij is verontschuldigd wegens ziekte.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het akkoord gesloten tussen de minister en de vakbonden van de gevangenis van Brugge" (nr. 748)
- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de reactie van de gevangenisdirecteurs op het akkoord met de cipersvakbonden ter beëindiging van de staking in de Brugse gevangenis" (nr. 800)

01.01 Sophie De Wit (N-VA): Hoewel de minister erin is geslaagd een akkoord te bereiken met de stakende vakbonden in de gevangenis van Brugge, is niet iedereen tevreden. De gevangenisdirecteurs vinden dat de vakbonden te veel macht krijgen in de gevangenis. Door bepaalde maatregelen in het akkoord, zoals het terugschroeven van het gebruik van de polyvalente zaal door de gedetineerden, kunnen de vakbonden eigenhandig het gevangenisregime aanpassen. Ook een aantal academici heeft vragen bij de werkwijze van de vakbonden.

Wat vindt de minister van die kritiek? Wat is het resultaat van het overleg met de Waalse en Vlaamse gevangenisdirecteurs? Waarom wordt het gebruik van de polyvalente zaal terugschroefd? Komt het akkoord in gevaar door de kritiek van de directeurs? Zijn er al resultaten van het onderzoek naar het absentisme bij het gevangenispersoneel?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Op 28 oktober heb ik met de vakorganisaties een akkoord bereikt over het intrekken van de rustdagen en het garanderen van de veiligheid in de gevangenis. De kern van de discussie is de vraag hoeveel personeelsleden voor welke taak moeten worden ingezet. Er is afgesproken dat er een fundamenteel debat komt over de organisatie van het personeel. Op basis daarvan moeten langetermijnafspraken worden gemaakt. Dat is uiteraard in elke gevangenis anders, aangezien ook de infrastructuur overal verschillend is. Aspecten zoals overbevolking, absentisme, vorming en een evenwichtige spreiding van de gedetineerden over de gevangenis zullen aan bod komen.

Dit debat wordt eerst in Brugge gevoerd. Het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen en de beleidscel werken momenteel een concept uit voor een algemeen kader, waarna het project gevangenis per gevangenis zal worden toegepast.

In protocol 366 is de tijdelijke maatregel opgenomen voor het gebruik van de polyvalente zaal 'Mannen 1' in de gevangenis van Brugge. Op weekdagen is er, tot 15 februari 2011, een alternerende organisatie, in het weekend een gegarandeerde organisatie van die polyvalente zaal. Het alternerend gebruik was de oorzaak van de discussie met de directeurs. In de periode voor 15 februari 2011 moet er een aanzet komen voor de nieuwe, overkoepelende regeling in Brugge.

Ik heb de dag zelf met de directeurs gesproken en zij hebben mij hun grieven over het protocol meegedeeld. Zij vrezen onrust bij de gedetineerden als zij niet voldoende tot de polyvalente zaal worden toegelaten. Ik heb begrip voor hun standpunt. Ik wil ook dat het gevangenisbeleid humaan en dynamisch is, maar we moesten op dat moment een crisis, die wel eens explosieve gevolgen kon hebben, bezweren. Ik heb mijn verantwoordelijkheid genomen en een organisatorische toegeving gedaan, die evenwel slechts tijdelijk is. Deze maatregel mag zeker niet leiden tot een afbouw van het detentieregime.

Binnenkort heb ik opnieuw een vergadering met de directeurs.

De plaatselijke directie moet nu samen met de vakbonden het protocol uitvoeren. Zij heeft mij verzekerd dat loyaal en integraal te zullen doen. Er hebben al verschillende werkgroepenvergaderingen plaatsgevonden in Brugge, telkens in een constructieve sfeer. Op basis van adviezen van plaatselijke experts werd een aantal zaken gewijzigd. De implementatie van de gewijzigde voorstellen volgt in de eerste helft van december. Het bestrijden van het absentisme maakt uiteraard ook voorwerp uit van de studie. Ik heb erop aangedrongen om ook een externe consultant bij het debat te betrekken.

01.03 Sophie De Wit (N-VA): Ik heb begrip voor de keuze van de minister. Men kan niet iedereen tevreden stellen. Het is evenwel belangrijk dat de maatregel tijdelijk blijft en dat er geen precedent wordt gecreëerd.

Om de opvolging van crisis na crisis te voorkomen, is een allesomvattende oplossing belangrijk. Ik ben blij dat daaraan wordt gewerkt.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Ronny Balcaen aan de minister van Justitie over "de inachtneming van het protocolakkoord tussen de overheid en de representatieve vakbonden van de gevangenis van Doornik" (nr. 826)
- de heer Christian Brotcorne aan de minister van Justitie over "de nieuwe staking van de cipers van de gevangenis te Doornik" (nr. 1020)
- de heer Franco Seminara aan de minister van Justitie over "de stakingsactie in de gevangenis van Doornik" (nr. 1032)
- de heer Ronny Balcaen aan de minister van Justitie over "de hervatting van de staking in de gevangenis van Doornik" (nr. 1058)
- mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de omkadering en de veiligheid in de gevangenis te Doornik" (nr. 1080)

02.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Ik wil u ondervragen over de stakingsacties van de voorbije weken in de gevangenis van Doornik. Volgens de vakbonden werd het protocolakkoord van 17 oktober 2010 niet binnen de gestelde termijn nageleefd. Op 17 november hebben de cipers het werk opnieuw neergelegd.

Ten opzichte van de geplande personeelsbezetting van 146 voltijdequivalenten kwam men één of een halve vte te kort. Bovendien waarschuwen de vakbonden voor het aangekondigde vertrek van een aantal beampten op 31 december. Vandaag is de personeelsformatie volledig ingevuld en de staking opgeschort. De onzekerheid over het personeelsbestand blijft echter bestaan.

Welke duurzame oplossing kan er worden aangedragen om een volledige personeelsbezetting van 146 voltijdequivalenten te behouden in de Doornikse gevangenis?

02.02 Christian Brotcorne (cdH): Met de nieuwe staking in de gevangenis van Doornik werd de niet-inachtneming van het protocolakkoord dat enkele weken geleden met u werd gesloten, aan de kaak gesteld. Vanwaar deze gevoeligheid van de vakbonden in verband met de geest of de letter van het protocolakkoord? Hebt u in het protocolakkoord wel degelijk rekening gehouden met de situatie van personeelsleden met een arbeidsovereenkomst die eind dit jaar afloopt en niet wordt hernieuwd en met de situatie van benoemde ambtenaren die deel uitmaken van de personeelsformatie, maar die een overplaatsing vroegen en nog voor het einde van het jaar zouden vertrekken? Er zou in totaal sprake zijn van drie personeelsleden. Wordt er in het protocol op toegezien dat de personeelsbezetting tot eind dit jaar volledig blijft?

Welke structurele maatregelen kunnen er worden genomen met het oog op het behoud van een volledige personeelsbezetting, in het licht ook van de overbezetting van onze gevangenissen?

02.03 Franco Seminara (PS): "*On ne révolutionne pas en révolutionnant, on révolutionne en solutionnant*", zoals Le Corbusier al zei. Er is pas sprake van een echte omwenteling wanneer men een oplossing aanreikt. Waarom is het zo moeilijk om concrete antwoorden te bieden op de vragen van het gevangenispersoneel van Doornik en – meer in het algemeen – een oplossing aan te reiken voor het personeelstekort in de gevangenissen?

02.04 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Naar aanleiding van het protocolakkoord van 5 oktober 2010 heeft de overheid zich ertoe verbonden de personeelsformatie in de gevangenis te Doornik voor 100 procent in te vullen, wat overeenkomt met 146 vte's. Daarnaast komen er nog zes bijkomende beambten die extra ondersteuning zullen bieden. Op 16 november werden er drie beambten in dienst genomen, waarmee de personeelsbezetting op 145 eenheden kwam.

Het probleem is enkel te wijten aan het feit dat een contractueel pas op 22 november in dienst kon treden, om redenen die te maken hadden met zijn huidige job. Ik vind het overdreven om te staken als er slechts één personeelslid te kort is ten opzichte van de geplande personeelsbezetting, vooral wanneer bekend is dat zijn indiensttreding nakend is. Alle middelen werden aangewend om de verbintenissen van de overheid na te komen.

Er komen nog verschuivingen in het personeelsbestand. Per 1 mei 2011 zouden er 151 beambten in Doornik aan het werk kunnen zijn.

De contractuelen hebben een contract tot 31 december 2010. Daarna volgt er een evaluatie op grond waarvan beslist zal worden het contract te verlengen of de betrokkene te vervangen. Men moet toch inzien dat een minimum aan flexibiliteit en redelijkheid vereist is.

02.05 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Tussen de ondertekening van het protocol en 16 november werd er zeer gebrekkig gecommuniceerd. We hopen dat de sociale onrust nu voor een tijdje voorbij is.

02.06 Christian Brotcorne (cdH): Het antwoord dat u ons vandaag gegeven heeft, zou iedereen moeten geruststellen. Uw administratie heeft oog gehad voor de problemen die met de eerste staking onder de aandacht werden gebracht.

02.07 Franco Seminara (PS): Ik dank u voor deze toelichting.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de inzage van het rijksregister door het parket bij advies over naturalisaties" (nr. 1019)

03.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Als men een verzoek tot naturalisatie indient bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, wordt deze aanvraag voor advies doorgezonden naar onder meer het parket van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdverblijfplaats van de verzoeker. De parketten hebben echter

slechts een beperkte toegang tot het rijksregister – waarin trouwens niet alle beschikbare gegevens zijn opgenomen – en daarom kunnen ze slechts een beperkt advies afleveren. Kent de minister dit probleem? Hebben de parketten hem al verzocht om een ruimere toegang tot het rijksregister? Wat is hij in deze van plan?

03.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het inzagerecht van de parketten in de gegevens van het rijksregister is bij KB geregeld. Dat KB laat ook toe om de achtergrond van de adressen te raadplegen, maar met de huidige informaticatoepassing kan men niet verder dan drie jaar in de tijd teruggaan. Aangezien de toepassing verouderd is, hebben we al een hele tijd geleden een opdracht gegeven om een veel breder project te realiseren dat deze toegang doeltreffend moet regelen.

Daarvoor is een aantal wetswijzigingen noodzakelijk, wat uiteraard moet gebeuren met de nodige bescherming van de privacy. Maar voorlopig zijn deze debatten vanwege de lopende zaken stilgevallen.

Men kan wel een aantal technische aspecten inzake de toegang nu al ontwikkelen en de ICT-afdeling is daarmee bezig. Inmiddels kan het parket ook terecht bij onder andere de gemeenten voor bijkomende informatie. We moeten trachten om het rijksregister als instrument op een gestructureerde manier te gebruiken en over enkele maanden zou de rechterlijke orde het rijksregister probleemloos moeten kunnen raadplegen.

03.03 **Carina Van Cauter** (*Open Vld*): Inzake het opvragen van de achtergrond van de adressen is er dus geen juridisch probleem. Ik dring erop aan dat die technologische ontwikkelingen zo spoedig mogelijk worden afgerond om de kwaliteit van de adviezen te garanderen. Het schriftelijk opvragen van informatie bij de gemeentebesturen binnen de tijdslimiet is onbegonnen werk. Nu moeten de parketten een advies afleveren zonder alle vereiste gegevens, tenzij men de 27 arrondissementen en de plaatselijke gemeentebesturen en politiediensten aanschrijft. Dat is onbegonnen werk binnen de opgelegde termijnen. Ik dring dus aan op een prioritaire aanpak van deze problematiek.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de doorstorting van de 115 miljoen euro inbeslagnames naar de schatkist" (nr. 1113)**

04.01 **Renaat Landuyt** (*sp.a*): In een antwoord op een eerdere vraag hierover verklaarde de minister dat de werking van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en Verbeurdverklaring (COIV) sinds zijn aantreden in elke vergadering van het College van de procureurs-generaal op de agenda werd geplaatst. Het was trouwens het College dat de minister op de hoogte zou hebben gebracht van een bepaalde storting naar de schatkist in plaats van naar de Depositokas. De minister noemde betrokken storting toen in zijn antwoord niet-reglementair.

Ondertussen heeft de ministerraad beslist om de 115 miljoen euro alsnog in de Depositokas te storten. In de ontwerpbegroting 2009 zou dit geld wel degelijk als inkomsten voor de schatkist – en dus voor de Staat – vermeld staan.

Vanaf wanneer wist het College van procureurs-generaal dat er een illegale doorstorting naar de schatkist gebeurde? Loopt er ondertussen een strafrechtelijk onderzoek?

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik heb vorige keer al verklaard dat ik heb aangedrongen op de terugstorting van het geld naar de Depositokas om in orde te zijn met de wetgeving. Een bijkomende reden was het einde van het contract met de ING-bank.

Het College van procureurs-generaal heeft mij op 18 maart 2010 op de hoogte gebracht van de storting naar de schatkist, toen het college van de Deposito- en Consignatiekas te horen kreeg dat het geld niet meer bij hen stond. Ik heb op 23 maart hierop gereageerd met een brief aan minister Reynders, met de vraag om de situatie uit te klaren en desgevallend in overeenkomst met de regelgeving te brengen.

Momenteel loopt er geen strafrechtelijke procedure omdat er volgens het parket niet genoeg elementen zijn om van een strafrechtelijke inbreuk te kunnen spreken.

04.03 Renaat Landuyt (sp.a): Onduidelijk is nog steeds wat er juist werd afgesproken tijdens het opstellen van de begroting 2009. Blijkbaar staat die operatie letterlijk in de toelichting bij de begroting.

Waarom is er zoveel tijd overgegaan voor er effectief werd teruggestort? Tussen de brief aan minister Reynders in maart en de beslissing van de ministerraad in november om terug te storten, liggen er vele maanden.

04.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De ministers voor Financiën en Begroting bevestigen dat het bedrag uiteindelijk nooit in de begroting is opgenomen.

Het bedrag is dus niet als ontvangsten geboekt.

04.05 Renaat Landuyt (sp.a): Hoezo: ontvangsten die niet geboekt worden?

04.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Wendt u tot de minister van Begroting voor meer uitleg.

04.07 Renaat Landuyt (sp.a): De regering zit ter zake duidelijk niet op dezelfde golflengte.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de minister van Justitie over "de uitlevering van Tsjetsjenen aan Rusland" (nr. 620)

05.01 Daphné Dumery (N-VA): De Russische Federatie neemt het in het conflict met Tsjetsjenië niet altijd nauw met de mensenrechten. Na de tweede Tsjetsjeense oorlog zijn heel wat rebellen daarom naar Europa gevlucht. Rusland blijft echter vergelding zoeken voor de gesneuvelde soldaten en zou er zelfs niet voor terugdeinzen om verhalen te verzinnen om de uitlevering van bepaalde Tsjetsjenen te bekomen.

Er bestaat een reëel risico dat Tsjetsjenen bij hun uitlevering aan Rusland mishandeld zullen worden, zoals Amnesty International enkele maanden geleden nog aanklaagde. Mensenrechtenorganisaties maken intussen melding van onrustwekkende verdwijningen van Tsjetsjeense gevangenen in Rusland. Het Europees Hof heeft Rusland hiervoor al herhaaldelijk op de vingers getikt. Een uitleverende Staat die weet dat een Staat waaraan ze iemand uitlevert zich schuldig maakt aan mensenrechtenschendingen, kan worden veroordeeld op basis van artikel 3 van het Europese Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Wat is het Belgische beleid ten aanzien van de Russische vragen om uitlevering van niet-veroordeelde Tsjetsjeense onderdanen? Hoeveel van die verzoeken zijn er? Hoeveel heeft de overheid er al ingewilligd? Bestaat volgens de minister gevaar voor schending van artikel 3 EVRM?

05.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De problematiek is ons bekend en werd vorige week nog besproken door de Europese Unie en de Russische minister van Justitie. Aan bod kwamen toen onder meer de samenwerking tussen Europa en Rusland en een respectvolle omgang met de vragen van mekaars juridische instanties. We verliezen artikel 3 EVRM, een verdrag dat door Rusland is ondertekend op 28 februari 1996 en in 1998 ook werd geratificeerd, daarbij zeker niet uit het oog. Deze week is er trouwens een vergadering van de Raad van Europa, met Rusland als heel actief lid.

Ons uitleveringsbeleid ten aanzien van Rusland verschilt niet wezenlijk van dat voor de andere partijen bij het EVRM en het Europees Uitleveringsverdrag van de Raad van Europa van 13 december 1957. België heeft dat laatste verdrag pas in 1997 geratificeerd, na de formele afschaffing van de doodstraf door de wet van 10 juli 1996. Het vermijden van mensenrechtenschendingen neemt in dat beleid een centrale plaats in. Artikel 2bis van de Uitleveringswet vermeldt bijvoorbeeld uitdrukkelijk artikel 3 EVRM als een voorwaarde voor elke uitlevering.

De gerechtelijke autoriteiten beoordelen als eersten elk concreet uitleveringsverzoek. Zij toetsen het aan de verdragsverplichtingen en geven een advies, dat wordt gevolgd door een beoordeling door de regering.

We hebben al vijf Russische uitleveringsverzoeken voor personen van Tsjetsjeense origine ontvangen. Drie ervan zijn nog in behandeling, één werd geweigerd door de asielstatus van de betrokkene en het vijfde verzoek heeft tot een uitlevering geleid. Er waren immers geen aanwijzingen dat er een ernstig risico op een schending van artikel 3 van het EVRM was.

Toetssteen bij deze beoordelingen zijn dus de uitleveringswet en het EVRM. Belangrijk is dat we elk verzoek afzonderlijk beoordelen: de strafbare feiten en de procedurehistoriek zijn telkens verschillend, soms zelfs onvergelijkbaar, zodat veralgemeningen uit den boze zijn.

05.03 Daphné Dumery (N-VA): Misschien kunnen de diensten van de minister eens nagaan wat er precies is gebeurd met de man die werd teruggestuurd?

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "de betalingsachterstand aan deskundigen" (nr. 636)

06.01 Siegfried Bracke (N-VA): Regelmatig horen we berichten over gerechtelijke experts die laattijdig worden betaald. Momenteel zouden de deskundigen van de arbeidsrechtbank in Antwerpen niet meer betaald kunnen worden. Is dit een nationaal probleem of beperkt het zich tot Antwerpen of tot de arbeidsrechtbanken? Is er voor dit budget nog geld beschikbaar? Hoe wordt het verdeeld? Hoe zit het met de betalingsachterstand aan deskundigen? Moeten er nalatigheidsintresten betaald worden? Heeft dit gevolgen voor het aantal deskundigen dat bereid is om voor Justitie te werken?

Vergeet niet dat Europa verplicht om binnen een termijn van 30 dagen te betalen.

06.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb op 20 oktober 2010 naar aanleiding van een gelijkaardige vraag van mevrouw Lahaye-Battheu al een heleboel concrete cijfers gegeven. Er is inderdaad een probleem binnen Justitie met de betaling van gerechtskosten aan experts en met de aanduiding en selectie van experts. De volgende regering zal aan een oplossing moeten werken.

Het betalingsprobleem is zeker geen Antwerps probleem of een probleem dat specifiek bij de arbeidsrechtbanken bestaat. Het is een voornamelijk budgettair probleem door de cumulatie van de tekorten uit voorgaande jaren. De dienst Gerechtskosten sleept een historisch budgettekort mee, dat eind 2009 al 25 miljoen euro bedroeg. Begin 2010 werden eerst de achterstallige facturen van 2009 betaald. Alle facturen worden steeds betaald, maar soms met vertraging.

Er werden maatregelen getroffen om op korte termijn de historische betalingsachterstand gedeeltelijk aan te zuiveren en er werden een aantal initiatieven genomen om op langere termijn ook structureel een oplossing te kunnen bieden.

Op korte termijn moet er een oplossing gezocht worden voor het gebrek aan evenwicht tussen de vastgelegde kredieten. Voor 2010 werd voor de gerechtskosten een bedrag van om en bij 89 miljoen euro ingeschreven. De totale schuld voor 2010 bedraagt iets meer dan 118 miljoen euro.

We zullen het Parlement de goedkeuring vragen voor een aanpassing van de begroting. Het gaat over een verschuiving van kredieten van in totaal bijna 9,5 miljoen euro binnen de toegekende kredieten van Justitie. Daarnaast zullen we werkingskredieten die in 2010 niet gebruikt zullen worden, verschuiven, na akkoord van de Inspectie van Financiën en de staatssecretaris voor Begroting.

Er zijn ook richtlijnen voor de correcte verhouding tussen het te onderzoeken misdrijf en de in te zetten middelen. De middelen moeten efficiënt worden ingezet. Op 30 juni 2009 werd daarom aan de Commissie voor de Modernisering van de Rechtelijke Orde (CMRO) gevraagd een bewustmakingsplan op te stellen ter

informatie van de magistraten en hun medewerkers. Sindsdien sensibiliseert de CMRO de gerechtelijke overheden. Een verdere responsabilisering van de gerechtelijke overheden gebeurt door hen zelf een portefeuille ter beschikking te stellen. We moeten hierover verder discussiëren naar aanleiding van de hervorming van het gerechtelijk landschap.

Er ligt een wetsontwerp klaar over de problematiek van de gerechtskosten, maar door het huidige regime van lopende zaken werd dat nog niet besproken.

Er zijn ook initiatieven genomen om de tarieven inzake telefonie en DNA aan te passen. De telecomoperatoren krijgen voor elk onderzoek een forfaitair bedrag. We hebben aan het BIPT gevraagd om een ander betalingssysteem uit te werken. Er werd hiertoe een bijzondere werkgroep samengesteld.

Met een beter informaticasysteem zouden we de inkomende facturen van de experts beter kunnen opvolgen. Nu ontvangt elke rechtbank afzonderlijk facturen, die ze moet verwerken en doorgeven. We werken aan een softwarepakket voor alle gerechtskosten over het hele land, waardoor alles direct verwerkt kan worden. Aan de CMRO wordt gevraagd om voorstellen tot verbetering te formuleren.

Er zijn ook wetgevende initiatieven over het statuut van de vertalers-tolken inclusief de stijgende vertaal- en tolkkosten. Door de val van de regering zijn een aantal van die initiatieven noodgedwongen stopgezet.

De eerstvolgende betalingen van gerechtskosten zullen in de tweede helft van november vereffend worden. Het is onmogelijk om te zeggen over hoeveel dossiers het gaat, want wij moeten nog een aantal dossiers van de griffies krijgen. Er moeten geen verwijlrenten betaald worden.

We proberen de gevolgen voor de werking van Justitie zo veel mogelijk te beperken. We maken een onderscheid tussen de achterstallige facturen van de deskundigen en die van de telecomoperatoren.

06.03 Siegfried Bracke (N-VA): De problemen slepen al jaren aan en worden veroorzaakt door een gebrek aan management. Blijkbaar gaat het meeste geld naar de telecomoperatoren. In sommige van onze buurlanden is er een regeling zodat die operatoren gratis werken voor Justitie. Waarom kan dat niet ons land?

06.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er is inderdaad een managementprobleem. In april hadden we een akkoord over de hervorming van Justitie, dat door de val van de regering helaas niet werd uitgevoerd.

In bepaalde landen leveren telecomoperatoren inderdaad gratis prestaties, maar daar krijgen de operatoren dan weer zeer gunstige licenties. Er is dus een andere vorm van betaling. Er zou een harmonisering op Europees vlak moeten komen.

06.05 Siegfried Bracke (N-VA): Het lijkt er soms op dat het wachten op de invoering van een hervormingsplan een reden is om de dingen op hun beloop te laten.

06.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Nochtans is dat de harde realiteit. Als ik gewoon zou kunnen doorwerken, dan zou ik dat doen. Wetgevend werk is natuurlijk niet toegelaten in lopende zaken, maar ook andere zaken kunnen niet. Ik kan ook geen mensen benoemen. Er is een databank klaar voor de beslagberichten, maar voor de inwerkingstelling zijn er twee KB's nodig en dat gaat ook niet. Het is bijzonder moeilijk om de politiek goedgekeurde plannen voor de hervorming van Justitie nu door te zetten en dat is bijzonder frustrerend. Enkel als er geen nieuwe beslissingen genomen moeten worden, kan er verder worden gegaan met lopende initiatieven.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de gerechtskosten in strafzaken" (nr. 769)

07.01 Sonja Becq (CD&V): Gerechtsdeskundigen en gerechtstolken spelen een belangrijke rol in het functioneren van het gerecht. Zij zitten met een prangende vraag over de gerechtskosten. Er is een arrest van de Raad van State dat het algemeen reglement op de gerechtskosten vernietigt, waardoor Justitie zou moeten teruggrijpen naar het oude KB met de oude regeling en tarieven. Kunnen die tarieven worden aangepast? Is er een KB gepland? Vormt de situatie van lopende zaken een probleem om dit te regelen?

07.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De meest recente versie van de wet op de gerechtskosten dateert van december 2006. Daarin kreeg de Koning een grote bewegingsvrijheid. De Raad van State was daar niet gelukkig mee. De wet bepaalde wel dat elk uitvoeringsbesluit bij wet moest worden bekrachtigd.

In uitvoering van de wet werden in april 2007 twee KB's uitgevaardigd. Tegen beide uitvoeringsbesluiten werd bij de Raad van State een verzoek tot vernietiging ingesteld. Op 17 december 2008 sprak de Raad van State de vernietiging van het koninklijk besluit betreffende het algemeen reglement uit omdat er volgens de Raad ten onrechte een advies bij hoogdringendheid was gevraagd. De Raad vroeg ook aan het Grondwettelijk Hof of de programmawet in kwestie de Grondwet niet schendt, omdat artikel 5 van de wet de geschillen met betrekking tot het vaststellen van de vergoeding toekent aan een administratief rechtscollege, in casu de commissie voor de gerechtskosten. Het Grondwettelijk Hof vond in zijn arrest van 26 november 2009 dat er geen bezwaren zijn tegen zo een handelwijze.

Door de vernietiging van het KB houdende het algemeen reglement valt men terug op het oude KB van 1950, maar over de wettelijkheid hiervan rijzen ernstige vragen. De programmawet van 27 december 2006 machtigt de Koning tot het bepalen van een lijst van de gerechtskosten, tarifieringen en betalingsprocedures, en bepaalt dat het uitvoeringsbesluit moet worden bekrachtigd door een wet binnen de 24 maanden na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, een voorwaarde waaraan het KB van 1950 uiteraard niet voldoet.

Een ministeriële rondzendbrief van 22 januari 2009 geeft aan de magistraten de opdracht om de bijgevoegde schaalhonoraria toe te passen. Een nieuw uitvoeringsbesluit werd opgesteld, maar de Raad van State gaf daarover in juni 2009 een negatief advies. Strikt genomen zou men dit advies naast zich neer kunnen leggen en het KB door een wet laten bekrachtigen, maar daarmee verliest men de soepelheid eigen aan een uitvoeringsbesluit. Bovendien is er binnen het bestaande wettelijke kader onvoldoende ruimte voor bepaalde nieuwe ontwikkelingen, onder andere op het Europese niveau. Voorts moet men ook kwaliteitseisen stellen aan de prestatieverleners.

We wilden daarom eerst een nieuwe basiswet voor de gerechtskosten opstellen, als kapstok om ook de gerechtskosten zelf te kunnen regelen, waarna een aangepast uitvoeringsbesluit kan worden genomen. Een voorontwerp van basiswet is klaar. Ik wou hierover adviezen inwinnen van een aantal betrokken partijen, maar door de val van de regering kan ik dit nieuwe initiatief nu niet nemen.

De problematiek van de gerechtskosten is inderdaad complex. Alvorens men bepaalde tarieven zou aanpassen, moeten daartoe ook de middelen bestaan. De tarieven van een aantal diensten zullen moeten worden herschikt. Verder moeten we nadenken over normen en controlemiddelen voor de prestatieverleners. We moeten het reglementair kader doorlichten dat gerechtskosten genereert en een aantal kosten uitzuiveren en we moeten sensibiliseren. Het gaat hier dus om een fundamentele problematiek voor een komende regering, die zich zal kunnen baseren op het ontwerp van wet dat nu klaarligt.

07.03 Sonja Becq (CD&V): Ik volg de minister in zijn stelling dat een fundamentele discussie nodig is, zeker gezien de raakvlakken op het Europese niveau. Dus is er nog heel veel werk en ik kan dan ook alleen maar hopen dat er spoedig weer een regering met volheid van bevoegdheid is om dit dossier af te werken.

De **voorzitter**: Blijkbaar waren er heel veel dossiers die op het punt stonden om te worden afgerond net toen de regering viel.

07.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik zoek geen excuses. Die teksten staan allemaal vanaf de eerste dag op onze website. Iedereen kan de stand van zaken in al die dossiers raadplegen.

De **voorzitter**: De regering had gedurende drie jaar de volheid van bevoegdheid.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het verzamelen van informatie door de Staatsveiligheid over vormen van radicalisme" (nr. 842)
- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "het colloquium van 3 en 6 december 2010 met het oog op het verwerven van medewerking van de lokale besturen aan de diensten van de Veiligheid van de Staat" (nr. 1049)

De **voorzitter**: De vraag van de heer Schoofs wordt geïntegreerd in die van de heer Logghe.

08.01 **Peter Logghe** (VB): De gemeentebesturen kregen een uitnodiging voor een colloquium over de Staatsveiligheid. Het is niet de bedoeling nieuwe informanten aan te trekken, maar de Staatsveiligheid is wel op zoek naar lokale informatie over radicalisme. Klopt dat? Moeten de lokale politie en politici voortaan vormen van radicalisme in het oog houden en rapporteren en komt men daar dan niet rechtstreeks in conflict met de vrijheid van meningsuiting en van vergaderen? Wat wordt precies verstaan onder 'vormen van radicalisme'? Moet daaronder ook het zwaaien met de leeuwenvlag worden verstaan? Hoe zit het met het recht op privacy en in hoeverre zijn lokale overheden bevoegd om te oordelen over 'vormen van radicalisme'? Komt er een specifieke opleiding voor lokale ambtenaren? Welke informatie zoekt de Veiligheid van de Staat precies en via welke kanalen moet die informatie worden verstrekt?

08.02 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): Uitgeverij Politeia contacteerde de Veiligheid van de Staat om voor de lokale overheden een colloquium over deze dienst te organiseren. De Veiligheid van de Staat ging ermee akkoord om eind 2010 of begin 2011 deze informatiesessie te programmeren en zal de sprekers leveren voor twee studiedagen. Politeia staat in voor de praktische organisatie. De agenda werd gezamenlijk opgesteld en in overleg met de steden en gemeenten. De publicaties zullen verschijnen in de tijdschriften van de drie gewestelijke verenigingen van steden en gemeenten.

Doel is de Veiligheid van de Staat in vijf sessies voor te stellen aan de lokale overheden, waaronder de burgemeesters, de secretarissen, de diensthoofden van diverse gemeentelijke diensten, de OCMW-voorzitters en –secretarissen, de veiligheidsambtenaren, de autonome havenbedrijven, de korpschefs van de lokale politie, enzovoort. De verschillende inlichtingentaken zoals inzake extremisme en terrorisme zullen worden verduidelijkt, alsook de werking van de Staatsveiligheid op lokaal vlak en de opdrachten en raakvlakken met de lokale besturen. Deelname is uiteraard vrijwillig, maar is zeker nuttig. Ik steun het initiatief.

Er wordt de lokale besturen niet gevraagd om gegevens te verzamelen of bij te houden voor de Staatsveiligheid en de lokale ambtenaren zullen dus geen extra taken krijgen. Wat wel zal worden toegelicht is het effect van artikel 14 van de wet van 30 november 1998, zoals gewijzigd door de wet van 4 februari 2010, over de melding van informatie op vraag van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten door agenten van de openbare besturen, alsook de mogelijke weigeringsgronden om dit te doen. Artikel 14 regelt ook de toegang tot gegevensbanken voor de inlichtingen- en veiligheidsdiensten. De vraag of politici of diensthoofden bevoegd zijn om te oordelen over vormen van radicalisme doet dus niet ter zake.

De Veiligheid van de Staat heeft het Vast Comité I en de opvolgingscommissie van de Senaat uitgenodigd om aanwezig te zijn op het colloquium.

08.03 **Peter Logghe** (VB): Na de Tweede Wereldoorlog werden vele burgers door de Staatsveiligheid opgepakt op basis van lokale tips. Sommigen werden onterecht veroordeeld of vonden de dood. We moeten hier heel voorzichtig mee zijn. Het is geruststellend dat het hier alleen gaat om het verstrekken van informatie over de Staatsveiligheid. Ik ben bovendien blij dat een aantal neutrale en onafhankelijke commissies werd uitgenodigd.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Justitie over "de wet op de continuïteit van**

ondernemingen" (nr. 845)

09.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De wet op de continuïteit van de ondernemingen (WCO), die nu bijna twee jaar oud is, maakt het voor bedrijven mogelijk om op een eenvoudige en laagdrempelige manier een moratorium bij hun schuldeisers en een schuldherschikking aan te vragen. Het oneigenlijke gebruik van deze wet leidt echter tot oneerlijke concurrentie.

Hoeveel bedrijven hebben al van deze wet gebruik gemaakt? Van de laatste 28 bedrijven die een aanvraag hebben ingediend, zouden er 21 effectief failliet zijn gegaan. Dat is een laag slaagpercentage van 20 procent: klopt dat? Hoeveel jobs werden door deze wet gered? Heeft de WCO-aanvraag van een middelgrote onderneming al geleid tot het faillissement van kleine bedrijven?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De wet is in werking getreden op 1 april 2009, dus een eerste analyse is inderdaad mogelijk. Men mag van de wet ook geen wonderen verwachten, je kunt bedrijven in moeilijkheden geen perfecte oplossing voorschotelen.

Uit een grondig onderzoek van Graydon eind maart weten we dat in het eerste jaar ongeveer 900 bedrijven gebruik hebben gemaakt van de wet. Dat is tien keer meer dan onder de vorige wet op het gerechtelijk akkoord, dus op zich is dat positief. Dit hoge cijfer valt deels te verklaren door de nieuwe mogelijkheden en ook door de crisis.

Van de 372 ondernemingen waarvan de opschortende periode toen afgelopen was, zijn er 140 failliet gegaan. Voor 113 'geredde' bedrijven werd de procedure beëindigd zonder verder gevolg, zij kunnen als gered worden beschouwd. Voor 41 ondernemingen werd het reorganisatieplan gehomologeerd door de rechtbank. Voor 12 ondernemingen werd de toestemming tot verkoop gegeven. Voor de andere ondernemingen was de procedure bij het afsluiten van de studie nog lopende.

Van de ondernemingen die een beroep hebben gedaan op de wet, telt 16 procent geen personeel, 37 procent had 1 tot 4 werknemers, 18 procent 5 tot 9, 13 procent 10 tot 19, 10 procent 20 tot 49 en 4 procent 50 tot 90. Slechts 2 procent had 100 tot 199 werknemers.

Het doel van de aanvragen wordt gepubliceerd in de vonnissen, maar de oorzaak ervan niet. Ik weet dus niet in welke mate ondernemingen een beroep doen op de WCO omdat hun eigen klanten dit vragen, maar ik vermoed dat dit aantal beperkt blijft.

Er lopen nog bijkomende studies over deze wet, die een correctie was op de wet op het gerechtelijk akkoord. We weten al wel dat bedrijven er vaker een beroep op doen, maar voor een stevige, kwalitatieve analyse is het nog te vroeg. Er is nood aan een debat met de mensen uit de praktijk om na te gaan welke correcties nog nodig zijn.

09.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Het is wel aangewezen om alle aberraties en misbruiken op te lijsten met het oog op een bijsturing.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Justitie over "de toestand in de gevangenis te Verviers" (nr. 846)

10.01 André Frédéric (PS): In de gevangenis van Verviers kwam het eens te meer tot gewelddadigheden, waarbij er vier cipiers gewond raakten. De cipiers vragen al lang betere arbeidsomstandigheden en meer personeel. De directie heeft toegezegd dat er tegen het einde van het jaar zeven beambten zullen worden aangeworven en dat het aantal gedetineerden, nu meer dan 300, zal worden teruggebracht tot 260, de eigenlijke capaciteit van de gevangenis.

U maakte eerder gewag van een noodreserve die tijdelijk zou kunnen inspringen in gevangenis met een

ernstig personeelsgebrek. Het gevangenispersoneel eist echter structurele oplossingen.

Kan u garanderen dat de directie van de gevangenis van Verviers haar beloften zal nakomen? Welke maatregelen zal u treffen opdat zo een situatie zich in de toekomst niet meer zou voordoen?

10.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen stelt alles in het werk om de aangegane verbintenissen na te komen. De persoon die aan de oorsprong lag van de onlusten in Verviers werd overgeplaatst naar de gevangenis van Jamioulx.

In het arresthuis zitten er thans 274 gedetineerden opgesloten. Op 8 november waren er 161,5 voltijdequivalenten aan de slag, terwijl dat er volgens de formatie 168 zouden moeten zijn; op 1 januari 2011 zullen er dat 160,7 zijn, maar er is een programma om de personeelsformatie binnen de vooropgestelde termijn volledig in te vullen.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Justitie over "het laattijdig doorsturen van vonnissen naar de dienst Penale Boeten" (nr. 853)**

11.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Ik vernam van de dienst Domeinen en Penale Boeten van Dendermonde dat men daar bezig is met het verwerken van vonnissen van februari 2010. Getuigt een dergelijke lange tussentijd niet van onbehoorlijk beheer? Op die manier loopt de overheid vertraging op bij het innen van gelden. Is dit een veralgemeende situatie?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Op zo'n korte termijn heb ik al de griffies niet kunnen bevragen over eventuele vertragingen. Ik ben bereid dat te doen, maar dan heb ik meer tijd nodig.

Staatssecretaris Devlies heeft binnen het College voor de fraudebestrijding het initiatief genomen om de bouwstenen die nodig zijn voor een betere fraudebestrijding, op te nemen in een visietekst die we aan de volgende regering zullen bezorgen. Een van die bouwstenen is de betere inning van de administratieve en de penale boeten en de effectieve uitvoering van de verbeurdverklaringen en van de gerechtelijke en de administratieve sancties. Een vlotte communicatie tussen de gerechtelijke overheden en de administratie van de niet-fiscale invordering is daarbij essentieel.

11.03 **Koenraad Degroote** (N-VA): De minister moet aan de griffies signaleren dat dergelijke vertragingen niet wenselijk zijn.

11.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik zal het aan de procureur-generaal vragen.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Justitie over "de faillissementswetgeving" (nr. 878)**

12.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): De toepassing van de faillissementswetgeving leidt tot een aantal aberraties waarvan dikwijls jonge gezinnen het slachtoffer zijn. Bij huwelijks- of geboortelijsten betalen vrienden en familieleden vaak vooraf, maar wanneer de handelszaak ondertussen failliet gaat, zijn de schenkers hun centen kwijt en het echtpaar ontvangt de betaalde geschenken niet. Waarom kan de benadeelde aan de hand van het betalingsbewijs zijn rechten niet laten gelden bij de uitverkoop? Wordt de schenker die zijn gelden ziet verloren gaan, opgenomen in de lijst van de schuldeisers? Hoeveel van deze personen ziet er ooit nog een euro van zijn geld terug?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Een zaak die failliet gaat, verliest het beheer over al zijn goederen vanaf de dag van het vonnis van faillietverklaring. Alle goederen van de gefailleerde zaak vormen samen de zogeheten boedel, die dient voor de afbetaling van de schulden. De opbrengst van de boedel wordt evenredig onder de schuldeisers verdeeld, tenzij er tussen hen redenen van voorrang bestaan. Bepaalde goederen mogen niet in beslag genomen worden, bijvoorbeeld goederen die onontbeerlijk zijn om

te kunnen overleven. De inhoud van geboorte- of huwelijkslijsten valt niet onder die uitzondering en zal dus ook in beslag genomen worden door de curator. Vermits de boedel dient tot afbetaling van de schulden, kunnen waardebonnen of betalingsbewijzen niet gelden bij een uitverkoop door de curator. Die stukken kunnen wel gebruikt worden als bewijs van schuldvordering.

Schenkers zijn schuldeisers van de boedel als zij goederen hebben betaald, maar nog niet hebben meegenomen. De curator moet daarvoor eerst de boedel verkopen.

Er zijn verschillende maatregelen van bekendmaking. Het vonnis van faillietverklaring wordt door de griffier binnen de vijf dagen bekendgemaakt.

Voor handelaars in geboorte- en huwelijkslijsten gelden de klassieke regels van het faillissementsrecht. Klanten die voorafbetalingen doen, lopen het risico de betaalde sommen niet meer terug te kunnen vorderen. Om zich daartegen in te dekken kunnen diegenen die de lijst aanleggen, de goederen op geregelde tijdstippen ophalen in plaats van erop te wachten.

12.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Dat is een zuiver juridisch antwoord, dat geen oplossing biedt voor de betrokkenen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de werklast die onhoudbaar wordt door een stortvloed van verzoekschriften van asielzoekers voor het bekomen van een dwangsom" (nr. 717)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): Dat asielzoekers dwangsommen kunnen eisen van de Belgische Staat, leidt tot een enorme werklast voor de arbeidsrechtbanken. Voor elk verzoekschrift dat wordt ingediend, krijgt een advocaat 230 euro als pro-Deovergoeding, ook al gaat het over een standaardverzoekschrift. Dat is wel heel gemakkelijk verdiend geld.

Kan de minister iets doen aan de overlast bij de arbeidsrechtbanken ten gevolge van de stortvloed aan eenzijdige verzoekschriften en verzoekschriften in kort geding? Hoe kan hij garanderen dat de overbelasting niet leidt tot een slechtere diensverlening in andere zaken? Vindt de minister het correct dat voor elk verzoekschrift een pro-Deovergoeding van 230 euro wordt toegekend? Staat dat in verhouding tot de vergoeding voor andere zaken? Zal het budget voor pro-Deovergoedingen dit jaar volstaan? Is de minister bereid na te denken over een hervorming van het pro-Deosysteem? Is het niet beter om van het onweerlegbare vermoeden van een asielzoeker een weerlegbaar vermoeden te maken?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het is niet aan de minister van Justitie om te bepalen waarover procedures mogen worden gevoerd. De asiel- en migratieproblematiek valt buiten mijn bevoegdheid. De regering neemt maatregelen om nieuwe opvangplaatsen te creëren, waardoor dit soort procedures hopelijk zal worden vermeden.

Het debat over de tweedelijnsbijstand is fundamenteel. Er bestaat inderdaad zoiets als misbruik door het *overgebruik* van de mogelijkheden. Voor pro-Deoprestaties worden aan de advocaat punten toegekend. Omdat we met een gesloten enveloppe werken, heeft de toevloed aan procedures een effect op het punt. Ik heb het bedrag van het punt op iets meer dan 26 euro kunnen brengen, maar door het stijgende aantal dossiers zal de waarde opnieuw dalen.

Ik wil het debat over de tweedelijnsbijstand zeker opnieuw aangaan. Wij zijn daartoe zelfs verplicht door het arrest van Salduz over de aanwezigheid van een advocaat vanaf het eerste verhoor. Dat is nog niet in onze wet opgenomen en daarvoor zullen we ook een waarde moeten vastleggen. Ook moeten we het hebben over de omkering van de bewijslast.

Over de intellectuele prestatie van de ene advocaat versus de andere wil ik mij niet uitspreken. Dat is te delicaat. In ieder geval is de advocatuur er ook voorstander van om de waarde van het punt te vrijwaren. We

moeten het principe van de tweedelijnsbijstand behouden, terwijl misbruiken en nieuwe problemen beter moeten kunnen worden aangepakt.

13.03 Sarah Smeyers (N-VA): Hoewel de asielproblematiek niet tot zijn bevoegdheid behoort, kan de minister wel bij de regering aankaarten dat de werkdruk bij de rechtbanken stijgt. Omdat een asielzoeker blijkbaar enkel via een verzoekschrift recht op opvang kan krijgen, dreigt het indienen van een verzoekschrift een standaardelement te worden van een asielaanvraag. De rechtsgang kan toch geen automatisch onderdeel van de zoektocht naar opvang worden?

Ik ben blij dat de minister mee het debat wil voeren over het pro-Deosysteem. Het systeem moet volledig worden herzien, ook in het licht van het arrest van Salduz.

13.04 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): De debatten over het arrest van Salduz zijn al aan de gang in de Senaat. De vraag is nu of we in dat kader meteen ook de wet op de tweedelijnsbijstand moeten aanpakken.

Ik ben een voorstander van de omkering van de bewijslast. Dat zal in elk geval moeten worden ingevoerd om in overeenstemming te zijn met het arrest van Salduz. Ik denk evenwel niet dat we er voor elke burger van moeten uitgaan dat hij tijdens een eerste verhoor onvermogen is en een beroep moet kunnen doen op een pro-Deoadvocaat. Als we de kosten willen kunnen beheersen, moeten we de wet aanpassen.

13.05 Sarah Smeyers (N-VA): Dit antwoord stemt mij positief.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.25 uur.